



Objet

## Extension de la prison de Sion

Soumission de

## CFC 291 - Architecte pour direction des travaux (DT)

Type

Type de procédure  
Type de marché  
Soumis à l'accord OMC

Ouverte (art. 9 de la LcAIMP)  
Service (art. 6 de l'AIMP)  
Oui

Langue de la procédure

Français

Montant

Montant de la soumission, TVA  
comprise  
Montant après contrôle

Fr.  
Fr.

Informations

Maître de l'Ouvrage  
  
Architectes mandatés

**Etat du Valais**  
Département des finances et de l'énergie  
Service immobilier et patrimoine  
Avenue du Midi 18  
1950 Sion  
  
Nunatak Sàrl  
Rue des Follatères 15  
1926 Fully

Visite des lieux

Date et lieu

libre

Publication

Date

**vendredi, 18 septembre 2020**

Rentrée des soumissions

Date  
Adresse

**vendredi, 30 octobre 2020**

Remarques

**Etat du Valais**  
Département des finances et de l'énergie  
Service immobilier et patrimoine  
Avenue du Midi 18  
1950 Sion  
**Envoi recommandé**  
**Sur l'enveloppe : Extension de la prison de Sion - CFC 291 - NE PAS OUVRIR**

Ouverture publique

Date et heure  
Lieu

**mardi, 3 novembre 2020**

Remarque:

**Etat du Valais**  
Département des finances et de l'énergie  
Service immobilier et patrimoine  
Avenue du Midi 18  
1950 Sion  
Salle de conférence 021 au 2e étage

Délai

Début des prestations  
Remise de l'ouvrage  
Décompte final

Novembre 2020  
Fin 2022  
Printemps 2023

Entreprise

Timbre

Lieu et date

Signature

Remarque

Les entreprises sont rendues attentives à la loi du 08 mai 2003 et à l'ordonnance du 11 juin 2003 sur les marchés publics

modif. oct. 2019



## **0. TABLE DES MATIERES**

---

### **1. Exigences sociales**

### **2. Informations**

Informations générales  
Informations spécifiques au projet  
Plans

### **3. Critères d'aptitudes**

### **4. Critères d'adjudication**

### **5. Offre**

Prix de l'offre déposée  
Méthodologie / concept  
Références liées à l'objet

Exigences sociales,  
économiques et  
professionnelles

### MARCHES PUBLICS

**Formulaire devant obligatoirement accompagner l'appel d'offre !**

**L'un des 3 formulaires ci-dessous est à retourner, dûment rempli, avec l'offre**, de manière à permettre le contrôle du respect des exigences sociales, économiques et professionnelles <sup>1</sup>

**Le formulaire A** concerne un marché dont la ou les professions considérées relèvent des **listes permanentes** et sur lesquelles l'entreprise ou le bureau d'étude du soumissionnaire est **inscrit-e** (cf. [www.vs.ch](http://www.vs.ch) > Organisation > Administration > Service juridique des affaires économiques > Marchés publics > Listes permanentes).

**Le formulaire B** concerne un marché dont la ou les professions considérées relèvent des listes permanentes, mais sur lesquelles l'entreprise ou le bureau d'étude du soumissionnaire n'est **pas inscrit-e**. Celui-ci n'oubliera pas de produire en annexe les pièces justificatives requises, sauf à risquer son exclusion de la procédure d'adjudication <sup>2</sup>

**Le formulaire C** concerne un marché dont la ou les professions considérées **ne relèvent pas des listes permanentes** (cf. adresse Internet supra). Le soumissionnaire n'oubliera pas de produire en annexe les **pièces justificatives requises**, sauf à risquer son exclusion de la procédure d'adjudication <sup>2</sup>

Ces formulaires sont disponibles sur [www.vs.ch](http://www.vs.ch) > Organisation > Administration > Service juridique des affaires économiques > Marchés publics > Listes permanentes

Tous les soumissionnaires répondent de la véracité des déclarations et de l'exactitude des réponses données aux renseignements et aux questions posées dans les formulaires annexés ainsi que des pièces produites.

**Par sa signature le soumissionnaire déclare avoir fourni les renseignements demandés de façon exacte et complète.**

Donner de faux renseignements ou des renseignements inexacts, sont des motifs d'exclusion de la procédure d'adjudication <sup>3</sup>

Demeurent réservées la procédure de suspension ou de radiation de la liste permanente <sup>4</sup> ainsi que les dispositions pénales applicables.

---

<sup>1</sup>art. 11 let. e de l'Accord intercantonal sur les marchés publics du 25 novembre 1994 / 15 mars 2001 (AIMP - RS 726.1); art. 2 al. 1 let. h et i et al. 2, art. 15 de l'ordonnance sur les marchés publics du 11 juin 2003 (OcMP – RS VS 726.100)

<sup>2</sup>art. 23 al. 1 let. c OcMP

<sup>3</sup>art. 23 al. 1 let. b OcMP

<sup>4</sup>art. 10 et 11 de l'ordonnance concernant la tenue des listes permanents du 11 juin 2003 (Olp - RS VS 726.101)

**A. Soumissionnaire inscrit  
sur la ou les listes  
permanentes concernées**

**Le soumissionnaire certifie être, à la date de remise de cette offre, inscrit sur la  
liste permanente de la branche professionnelle concernée par le marché  
en question, soit (remplir cas échéant un formulaire par branche) :**

Profession : \_\_\_\_\_  
Canton : \_\_\_\_\_

**Le soumissionnaire répond de la véracité et de l'exactitude de ses réponses**

Il respecte le droit public fédéral et cantonal (loi sur le travail, etc.)  
et les conditions de travail et de salaires contenues dans la convention  
collective de travail ( CCT ) ou le contrat-type de travail ( CTT )  
de la profession concernée

oui ☐ non ☐

Il est à jour avec le décompte et le paiement des cotisations et charges  
sociales en matière de:

> AVS - AI - APG - AC

oui ☐ non ☐

> allocations familiales

oui ☐ non ☐

> assurance accident

oui ☐ non ☐

> prévoyance professionnelle

oui ☐ non ☐

> assurance maladie perte de gain

oui ☐ non ☐

Il atteste s'acquitter régulièrement du paiement des impôts, notamment  
de l'impôt à la source

oui ☐ non ☐

Il atteste la solvabilité financière de son entreprise/bureau

oui ☐ non ☐

Il atteste que les organes qui engagent la responsabilité de  
l'entreprise/bureau n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale  
pour faute professionnelle grave dans les deux ans précédant la date  
du dépôt de l'offre

oui ☐ non ☐

Il certifie que la personne titulaire du diplôme lié à la ou aux branches  
concernées, est toujours salariée de l'entreprise (art. 4 OIp) :

oui ☐ non ☐

Titre du titulaire : \_\_\_\_\_

Nom et prénom : \_\_\_\_\_

Il a pris connaissance de son obligation de devoir fournir, à la  
demande de l'adjudicateur, les pièces justificatives utiles attestant qu'il  
satisfait effectivement aux conditions qui précèdent au moment du  
dépôt d cette offre (art. 15 al. 3 OcMP)

oui ☐ non ☐

Dans l'éventualité d'une sous-traitance, il s'engage à ce que le ou les  
sous-traitants répondent strictement aux exigences posées dans le  
présent questionnaire (art. 17 OcMP)

oui ☐ non ☐

Lieu et date : \_\_\_\_\_

Signature et sceau du responsable de l'entreprise / du bureau :

Signature du titulaire du diplôme :

**B. Soumissionnaire  
NON inscrit sur la ou les  
listes permanentes  
concernées**

**Le soumissionnaire répond de la véracité et de l'exactitude de ses réponses  
ainsi que des attestations qu'il a l'obligation de remettre en annexe**

Il respecte et s'engage à respecter les conditions de travail et de salaires  
prescrites cas échéant par :

> la convention collective de travail (CCT) ou par le contrat-type de travail  
(CTT) de la profession concernée

oui ☐ non ☐

Préciser la CCT ou le CTT : \_\_\_\_\_

> le droit public fédéral et cantonal (loi sur le travail, etc.)

oui ☐ non ☐

Le soumissionnaire respecte les charges et prestations sociales  
découlant de la convention collective de travail ( CCT ) ou, à défaut, du  
contrat-type de travail (CTT) applicable à la profession concernée ou,  
à défaut, du droit public fédéral et cantonal (assurances sociales, etc.)  
et les conditions usuelles de la profession

oui ☐ non ☐

Préciser la CCT ou le CTT : \_\_\_\_\_

Il s'engage, le cas échéant, à ne mandater que des sous-traitants qui  
respectent en tous points les exigences posées ci-avant et ci-après

oui ☐ non ☐

Il dépose les attestations des institutions concernées certifiant qu'il a  
décompté et payé intégralement, à la date de remise de son offre et  
jusqu'à la dernière date d'échéance, toutes les cotisations sociales  
mentionnées ci-après et que celles-ci ne font l'objet d'aucun paiement  
différé ni d'aucun arrangement de paiement (attestations valables depuis  
moins de 3 mois) :

Pièces n°

> AVS - AI - APG - AC

\_\_\_\_\_

> allocations familiales

\_\_\_\_\_

> assurance accident

\_\_\_\_\_

> prévoyance professionnelle

\_\_\_\_\_

> assurance maladie perte de gain

\_\_\_\_\_

Lieu et date : \_\_\_\_\_

Signature et sceau du responsable de l'entreprise / du bureau :

**C. Soumissionnaire  
représentant une profession  
non soumise à une liste  
permanente**

**Le soumissionnaire répond de la véracité et de l'exactitude de ses réponses  
ainsi que des attestations et documents qu'il a l'obligation de remettre en annexe**

Il dépose les attestations de chaque institution concernée certifiant qu'il a décompté et payé intégralement, à la date de remise de son offre et jusqu'à la dernière date d'échéance, toutes les cotisations sociales mentionnées ci-après et que celles-ci ne font l'objet d'aucun paiement différé ni d'aucun arrangement de paiement (attestations valables depuis moins de 3 mois) :

> AVS - AI - APG - AC

> assurance accident

> allocations familiales

> prévoyance professionnelle

> assurance maladie perte de gain (cas échéant)

Pièces n°

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Il s'engage à respecter les dispositions du droit public cantonal et fédéral (loi sur le travail, etc.) ainsi que les conditions usuelles de travail et de salaires

oui ☐ non ☐

Il s'engage, le cas échéant, à ne mandater que des sous-traitants qui respectent en tous points les exigences posées ci-avant

oui ☐ non ☐

Lieu et date: \_\_\_\_\_

Signature et sceau du responsable de l'entreprise / du bureau :

**Engagement à  
respecter l'égalité  
entre hommes et  
femmes**

**En signant ce document, le candidat-e-s ou les soumissionnaires confirment sur l'honneur respecter les dispositions légales concernant l'égalité entre hommes et femmes, et plus particulièrement l'égalité salariale. Par leur signature, les candidat-e-s ou soumissionnaires s'engagent également à vérifier que leurs sous-traitant-e-s les respectent aussi.**

**Bases légales**

Les bases légales qui fondent cet engagement sont les suivantes :

- L'article 8 al. 3 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, qui consacre le principe de l'égalité entre hommes et femmes, en particulier le droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.

- La Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (Leg-RS.151.1, [www.admin.ch/ch/f/rs/c151\\_1.html](http://www.admin.ch/ch/f/rs/c151_1.html)) du 24 mars 1995, qui interdit toute forme de discrimination fondée sur le sexe dans les relations de travail.

- L'article 11, lettre f, de l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP), du 25 novembre 1994 révisé le 15 mars 2001, qui précise que l'égalité entre les hommes et les femmes est un principe devant être respecté lors de la passation des marchés.

- Les lois et règlements cantonaux sur les marchés publics.

Le respect du principe de l'égalité entre hommes et femmes permet d'éviter les distortions entre les concurrent-e-s. En effet, les candidat-e-s ou soumissionnaires qui respectent les dispositions susmentionnées ne doivent pas être désavantagé-e-s par rapport à celles et ceux qui ne les respectent pas.

**Contrôles**

Les candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché peuvent effectuer un auto-contrôle, dans le but de vérifier le respect de l'égalité salariale, grâce au logiciel LOGIB (téléchargeable sous (<http://www.logib.ch>))

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler la juste application de la LEg. Pour ce faire, elle peut exiger, à tout moment, la preuve du respect de l'égalité entre hommes et femmes, et en particulier de l'égalité salariale. Une instance externe, compétente sur le plan cantonal, peut être désignée pour effectuer ce contrôle.

Les candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché sont tenu-e-s de fournir sur demande les données nécessaires aux contrôles, notamment les données salariales sous forme individuelle et anonyme.

En cas de discrimination fondée sur le sexe constatée lors du contrôle, le pouvoir adjudicateur peut exiger des candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché de prendre les mesures nécessaires afin de respecter le principe d'égalité entre hommes et femmes. Ils ou elles doivent alors apporter la preuve de leur mise en conformité, dans un délai donné. Le contrôle peut également toucher les sous-traitant-e-s.

**Mesures et sanctions**

En cas de non-respect des dispositions sur l'égalité entre hommes et femmes, des mesures et sanctions peuvent être prises conformément au droit cantonal (exclusion de la procédure ou exclusion de toute procédure d'appel d'offres pendant une période définie, révocation de l'adjudication, amende administrative).

Lieu et date: \_\_\_\_\_

Signature et sceau du responsable de l'entreprise / du bureau :

## 2. INFORMATIONS

---

### INFORMATIONS GENERALES

<b>Adjudicateur</b>	Etat du Valais Département des finances et de l'énergie Service immobilier et patrimoine Avenue du Midi 18 1950 Sion Responsable du projet : Eddy Jollien
<b>Type de procédure</b>	Marché de prestations de services en procédure ouverte soumis aux dispositions de la loi valaisanne sur les marchés publics (LcMP) du 08.07.2003
<b>Mandataires</b>	Nunatak Sàrl Rue des Follatères 15 1926 Fully
<b>Participation et indemnités</b>	La participation à cette procédure est limitée aux architectes. Le mandat sera attribué, au terme de la présente procédure. Aucune indemnité n'est prévue pour cette phase
<b>Type de marché</b>	Marché de services dans le secteur de la construction
<b>Objet et étendue du marché</b>	Mandat d'architecte spécialisé en direction des travaux (DT) pour la construction de l'extension de la prison de Sion en Valais.  Selon norme SIA 102 - Règlement concernant les prestations et honoraires des architectes : 4. Appels d'offres 5. Réalisation
<b>Lieu d'exécution</b>	Parcelle 15099 - Chemin des Roseaux 8, 1950 Sion
<b>Visite des lieux</b>	Se référer à la page de garde
<b>Remise de l'offre</b>	L'offre sera retournée sous pli recommandé, dûment remplie et signée, à l'adresse de l'adjudicateur, avec la mention : <b>"Extension de la prison de Sion" - CFC 291 - NE PAS OUVRIR</b>
<b>Délai de remise</b>	Se référer à la page de garde
<b>Ouverture publique des offres</b>	Se référer à la page de garde
<b>Offres partielles</b>	Non admises
<b>Variantes</b>	Non admises
<b>Pré-implication</b>	Néant
<b>Questions</b>	Non admises
<b>Validité de l'offre</b>	L'offre est valable 6 mois à compter de la date de son dépôt
<b>Accord OMC</b>	Soumis à l'accord OMC
<b>Recours</b>	Le présent appel d'offres peut faire l'objet d'un recours auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, Rue Mathieu-Schiner 1, 1950 Sion, dans les 10 jours dès la notification de la décision.



## INFORMATIONS SPECIFIQUES AU PROJET

### Description du projet

La réalisation de l'extension de la prison de Sion s'inscrit dans la continuité de la stratégie pénitentiaire du canton du Valais. Elle permet au site de Sion d'accueillir les personnes en détention administrative et d'apporter une réponse aux problèmes liés à la Loi sur les mesures de contraintes (LMC).

L'extension sera construite à l'ouest du complexe existant de la prison. Cette extension regroupe les fonctions de logement LMC, les locaux du SMP (Service de l'application des peines et mesures), un secteur multi-usages ainsi que des locaux de surveillance. Elle permettra également la gestion des flux entrants et sortants des véhicules de convoyage et des visiteurs LMC.

### Historique et architecture

L'extension de la prison avait été prise en compte lors du concours d'architecture que les mandataires actuels (phases 31, 32, 33), Nunatak Sàrl, avaient remporté en 1993.

Le concept présenté reconduit exactement l'alternance des pleins et des vides existants par la démolition partielle du mur d'enceinte. Deux nouvelles ailes reçoivent les cellules, orientées à l'est pour des raisons climatiques. Elles sont prolongées par les cours et l'extension du mur actuel. L'entrée prend place dans le volume central, les couloirs s'étendent d'est en ouest.

L'aile sud est occupée par les cellules du secteur LMC. Les espaces de vie se situent dans la partie centrale. L'aile nord reçoit les cellules du secteur « I » au rez-de-chaussée et les espaces communs des détenus du secteur LMC à l'étage. Le sous-sol s'étend sous toute la surface de l'extension.

L'accès routier, d'une largeur de 4,30 m, se fera entre le bâtiment et le mur d'enceinte.

### Contraintes imposées

La réalisation est soumise aux lois, règlements et directives en vigueur.

Mesures parasismiques, énergétiques, protection incendie, accessibilité aux personnes à mobilité réduite, sécurité.

### Programme des locaux

Sont prévus, à titre indicatif :

#### Au sous-sol :

Dépôt entretien

Stockage cuisine

Local archives

Local stockage pour les effets personnels et objets encombrants

#### Au rez-de-chaussée :

Sas principal d'entrée

Locaux greffes 1 et 2

Visites individuelles LMC

Auditions LMC

Bureau de police

Corps de garde

3 cellules d'attente

Local visiteurs LMC

Unité de vie LMC

Cuisine LMC

Centrale de sûreté secondaire

Salle de fouille

Local de maintenance

Bureau chef secteur LMC

19 cellules individuelles et 1 cellule deux places

Promenades LMC et secteur « I », couvert

Sas d'entrée pour véhicules, 4 places de parc

Mur d'enceinte et treillis

#### A l'étage :

Unité de vie LMC

Cuisine LMC

Vestiaires pour le personnel

Locaux SMP (dentiste, psychologue, médecin, etc.)

Salle de gestion des médicaments

2 salles d'attente

Local nettoyage

Salle de recueillement

Dépôt matériel ateliers

Atelier LMC

Bureau responsable atelier LMC

Salle multi-usages LMC

Atelier secteur « I »

9 cellules individuelles et 1 cellule deux places

**Données techniques**

Le mur d'enceinte est reconstruit plus à l'ouest. Deux nouvelles ailes reçoivent les cellules, orientées à l'est pour des raisons climatiques et encadrées par les cours de promenade. Elles sont reliées à un corps central via un patio, procurant lumière naturelle et air, préservant la façade existante. Les couloirs se prolongent d'est en ouest.

Cuve blanche pour les parties enterrées dans la nappe; pour toutes les parties d'ouvrage en béton : murs porteurs, non porteurs et dalles.

Le bâtiment devra satisfaire aux normes Minergie.

Extension des installations existantes dont les alimentations sont toutes en attente en bout de couloirs : eau chaude, eau froide, incendie.

Une petite station de pompage sera installée au sous sol, jumelée avec la fosse de l'ascenseur.

Les appareils sanitaires seront standards avec coupage des alimentations par vannes électromagnétiques depuis les armoires techniques des couloirs. Douche individuelle dans chaque cellule.

Les eaux de toiture seront descendues à l'extrémité des ailes puis conduites dans une tranchée drainante et une meunière bordant la Route des Iles.

Installation indépendante de la production de chaleur existante avec PAC eau eau et pompage dans la nappe. L'alimentation électrique de la PAC sera opérée par des panneaux solaires en toiture.

Distribution de chaleur par le sol avec rafraîchissement estival, thermostat d'ambiance. Ventilation de type double flux de toutes les cellules via les gaines techniques.

La puissance d'introduction électrique est de 250 A, celle maximum observée est de 149 A, il reste donc un solde à disposition de 100 A. Mise en réseau et greffe sur les installations électriques existantes.

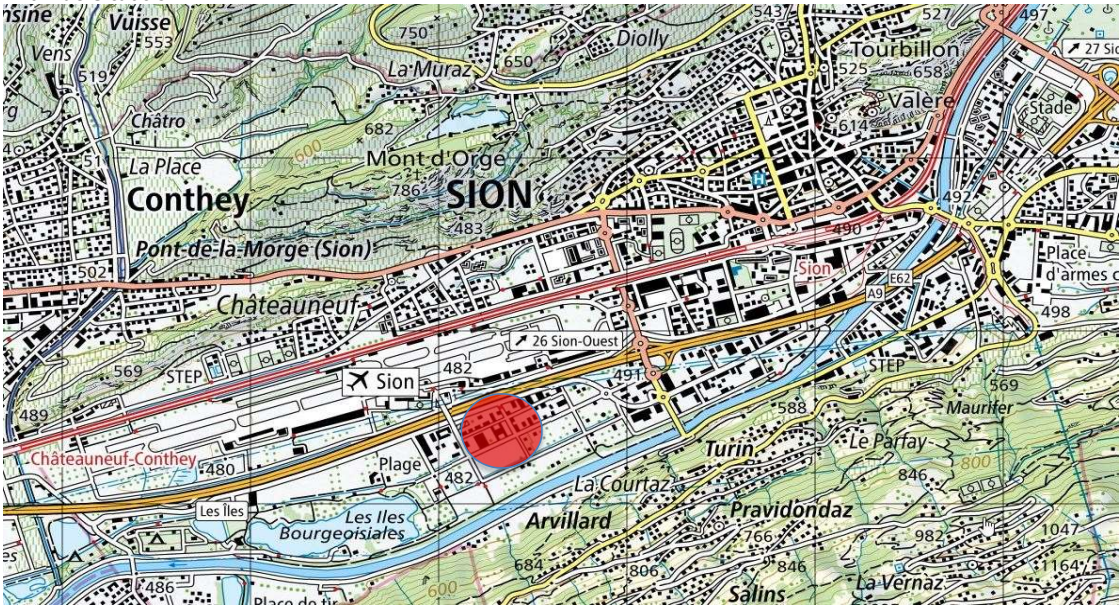
Les installations de sécurité comprendront : les alarmes effractions, appels cellules, détection incendie, localisation du personnel et surveillance vidéo.

<b>Surfaces brutes de planchers</b>	<b>m2</b>	<b>3'070.00</b>
<b>Cube SIA 416</b>	<b>m3</b>	<b>9'820.00</b>

**Délais de réalisation** Se référer à la page de garde

**PLANS** Tous les plans nécessaires à la compréhension du projet sont téléchargeables sur la plateforme SIMAP

**Plan de situation**



### 3. CRITERES D'APTITUDES

#### Structure et qualifications

Structure et qualifications du ou des bureaux répondant à l'appel d'offres dans les techniques concernées.

Il est requis dans chacun des bureaux une organisation présentant au minimum :

- 1** Architecte dirigeant, dipl EPF, HES ou équivalent (REG A ou B)
- 1** Architecte, dipl. EPF, HES ou équivalent (REG A ou B)  
assurant la fonction de chef de projet
- 2** Conducteur de travaux, dipl. technicien ES, brevet, maîtrise fédérale ou équivalent,  
personne avec expérience en suivi de chantier  
Tenue de la comptabilité via un logiciel type Messerli ou similaire  
Tenue de la planification via un logiciel type MS Project ou similaire
- 2** Dessinateurs, planificateurs CFC

#### Composition du / des bureaux

##### Direction du bureau

	Nom / Prénom	Formation / Diplôme
1		
2		
3		
4		
5		

##### Collaborateurs du bureau

	Nom / Prénom	Formation / Diplôme
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		
16		
17		
18		
19		
20		

**A fournir** : organigramme du / des bureaux et copies des diplômes du personnel cadre

#### Groupements

Le groupement de bureaux est admis.

## 4. CRITERES D'ADJUDICATION

### Adjudication du marché

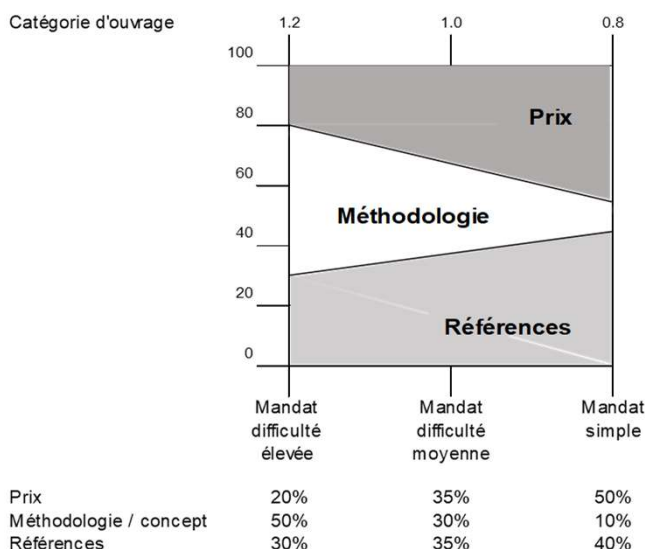
Selon l'art. 31 OMP du 11 juin 2003 "le marché est adjugé au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse. Dans l'évaluation, le rapport prix / prestations doit être observé".

### A propos de la pondération du critère du prix

Selon l'annexe 3 de la norme SIA 144, dans le cadre de la réalisation d'un ouvrage, le coût des prestations intellectuelles des architectes et ingénieurs représente en général une part relativement faible des coûts d'investissement globaux. Ces prestations exercent cependant un effet de levier considérable sur les coûts globaux. Les honoraires liés aux prestations des architectes et ingénieurs ont donc une influence déterminante sur la qualité et les coûts d'un ouvrage.

Lors de l'évaluation des offres portant sur des prestations intellectuelles, il convient d'en tenir compte en accordant aux critères qualitatifs d'avantage de poids qu'au prix.

Le graphique ci-dessous présente de façon schématique comment devraient être pondérés, dans un appel d'offres, les divers aspects des prestations intellectuelles.



### Difficulté du mandat et adjudication

Dans le cas particulier, nous estimons qu'il s'agit d'un mandat de difficulté moyenne auquel nous appliquons les critères d'adjudication et pondérations suivants :

Critères et éléments d'appréciation		Pondération
<b>Exigence du mandat</b>		<b>Moyenne</b>
<b>1. Prix de l'offre déposée</b>		<b>35%</b>
	Montant de l'offre financière	25%
	Crédibilité du prix / nombre d'heures	10%
<b>2. Méthodologie / concept</b>		<b>30%</b>
	Objectifs du projet et analyse de risques	
<b>3. Références du bureau</b>		<b>35%</b>
	Références liées à l'objet	

Le soumissionnaire a l'obligation de fournir les renseignements demandés. L'adjudication des prestations se fera uniquement sur la base d'informations complètes. Les offres partielles et les variantes ne sont pas admises.

Les offres seront analysées selon le barème de notes suivant :

### Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note).  
La note est précise jusqu'au centième (par exemple : 3,43) pour le prix et le nombre d'heures.  
Pour les critères de qualité, la note est arrondie au 1/2 point (par exemple : 3,5) selon les appréciations générales suivantes :

### Note et éléments de jugement

#### 5 Très intéressant

Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification.

#### 4 Bon et avantageux

Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente quelques avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification.

#### 3 Suffisant

Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes minimales mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats.

#### 2 Partiellement suffisant

Candidat qui a fourni l'information/le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes.

#### 1 Insuffisant

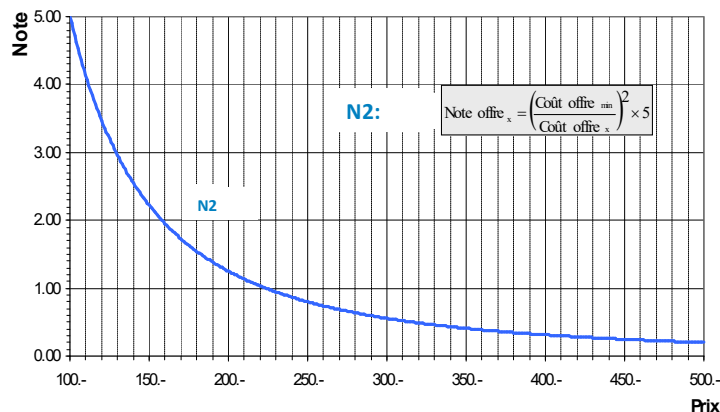
Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes.

### Notation du prix

Montant de l'offre financière

Il s'agit ici de procéder à la notation des offres, selon la courbe ci-après, laquelle indique de manière précise comment les notes seront attribuées.  
Le montant contractuel sera traité comme une rémunération au coût de l'ouvrage, calcul provisoire sur la base de l'estimation sommaire des coûts, calcul définitif  
L'élément de jugement est le résultat donné par la courbe des prix N2 ci-dessous tirée du guide romand des marchés publics.

La notation du prix se fera selon la méthode **N2**

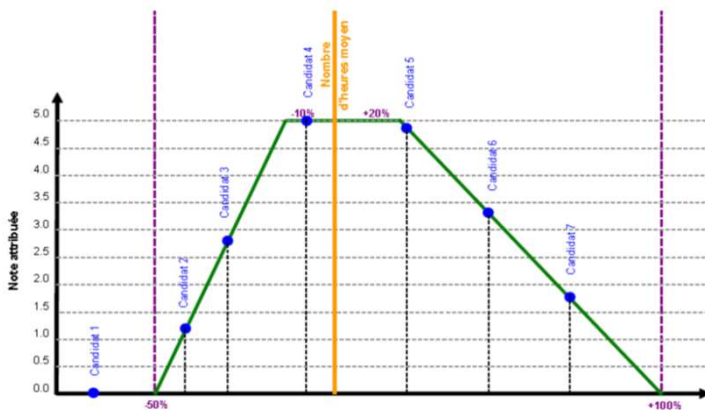


## Crédibilité de l'offre

### Nombre d'heures

Ce qui est jugé c'est la pertinence de l'offre, soit la mise en relation du nombre d'heures offertes par le candidat pour réaliser l'ensemble des prestations demandées conformément aux directives, normes et règlements, avec leur répartition dans chacune des phases du mandat, mais également par rapport aux exigences d'exécution de l'ouvrage.

Le nombre total des heures consacrées pour l'exécution du mandat sera jugé selon le diagramme ci-dessous, sans le nombre d'heures pour les apprentis.



Si le nombre d'offres rentrées est supérieur ou égal à 5, le "nombre d'heures moyen" correspond à la moyenne de toutes les offres.

Si le nombre d'offres rentrées est inférieur à 5, le "nombre d'heures moyen" correspond à celui calculé par le MO préalablement au dépôt des offres.

Plus le candidat s'éloigne de la valeur moyenne, plus il sera mal noté.

L'adjudicateur a fixé de part et d'autre de la moyenne un pourcentage (+20% / -10%) à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un candidat recevra une note dégressive. La note 0 est attribuée à un nombre d'heures ou de jours qui est au-delà de +100% / -50% de part et d'autre de la moyenne.

## **5. OFFRE**

---

Le dossier d'offre de l'architecte devra impérativement comprendre les éléments demandés sur les documents ci-après suivants :

- 1    Prix de l'offre déposée**
- 2    Méthodologie / concept**
- 3    Références du bureau**

# 1. Prix de l'offre déposée 35%

**Base** Le présent appel d'offres fait exclusivement référence au règlement SIA 102 (2014)  
Toute référence à une autre norme est exclue ainsi que tout droit de recours à ce propos

**Prestations** Travaux d'architectes pour les prestations liées à la direction des travaux (DT)

**Honoraires** Calcul des honoraires d'après le coût de l'ouvrage et d'après le temps employé

**Légende**

**N.B. : Seules les cellules encadrées doivent être utilisées**

Tm	=	Temps moyen nécessaire, heures spécifiques à un mandat	
		$Tm = B \cdot p / 100 \cdot n \cdot q / 100 \cdot r$	
Tp	=	Temps prévu en heures	
		$Tp = Tm \cdot i$	
B	=	Coût d'ouvrage B, en Francs (hors TVA)	
H	=	Honoraires	
		$H = Tp \cdot s \cdot h$	
i	=	Facteur de groupe	si i ≠ 1 justifiez
h	=	Taux horaire(s) offert(s)	
s	=	Facteur pour prestations spéciales	1,0 < s < 1,5
B	=	Coûts déterminants	
p	=	Facteur de base pour le temps nécessaire	
Z1	=	Coefficient statistique 1	
Z2	=	Coefficient statistique 2	
r	=	Facteur d'ajustement	0,75 < r < 1,25
n	=	Degré de difficulté	0,8 < n < 1,2
q	=	Part de prestations, en %	

**Facteurs**

i	=	Facteur de groupe	
s	=	Facteur pour prestations spéciales	
r	=	Facteur d'ajustement	
n	=	Degré de difficulté selon la division en catégories d'ouvrages	1.00
B	=	Coût de l'ouvrage CFC 1, 2 et 4 (HT)	9'630'000.-
Z1	=	Coefficient statistique 1 - 2016	0.062
Z2	=	Coefficient statistique 2 - 2016	10.58
P	=	Facteur de base pour le temps nécessaire	11.17%

Part de prestations			SIA 102	Mandat
31	=	Avant-projet	9%	0%
32	=	Projet de construction	21%	0%
33	=	Procédure de demande d'autorisation	2.5%	0%
41	=	Appel d'offres	18%	18%
51	=	Projet d'exécution	16%	16%
52	=	Réalisation	29%	29%
53	=	Mise en service, achèvement	4.5%	4.5%
3 à 5	=	Planification-exécution 2020-2022	100%	67.5%

**Calcul**

CFC 291 - Architecte pour DT										
3 à 5	B	p	n	r	Tm	i	Tp	s	prix h	
0%	9'630'000	11.17%	1.0	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
0%	9'630'000	11.17%	1.0	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
0%	9'630'000	11.17%	1.0	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
18%	9'630'000	11.17%	1.0	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
16%	9'630'000	11.17%	1.0	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
29%	9'630'000	11.17%	1.0	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
4.5%	9'630'000	11.17%	1.0	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
<b>Total intermédiaire</b>										0.-
Rabais								%		0.-
<b>Total net 1</b>										0.-
Frais pour reproduction de documents								%		0.-
<b>Total net 2</b>										0.-
TVA								%	7.7	0.-
<b>Total des honoraires d'après le coût de construction</b>										0.-

Nbre d'heures 0



**Honoraires**

Calcul des honoraires d'après le temps employé effectif - prestations particulières.

**Remarque**

Prestations particulières sur demande du Maître de l'ouvrage.

Estimation des heures à établir de cas en cas, offre à déposer préalablement pour validation.

**Taux horaire selon  
catégorie de  
qualification**

Prestations hors mandat sur demande expresse du MO						
Qualifications	Catégorie			h	prix h	
Architecte	b			20		0.-
Technicien	c			20		0.-
Dessinateur	e			20		0.-
Secrétaire	f			20		0.-
Apprenti	g			20		0.-
<b>Total intermédiaire</b>						<b>0.-</b>
Rabais				%		0.-
<b>Total net</b>						<b>0.-</b>
TVA				%	7.7	0.-
<b>Total des honoraires au décompte temps</b>						<b>0.-</b>

**Total honoraires**

Récapitulation totale du mandat				
CFC 291	Montants TTC	Fr.		0.-
Prestations hors mandat	Montants TTC	Fr.		0.-
<b>Total prestations du mandataire</b>				<b>0.-</b>

Sur la base de votre expérience et des informations tirées du présent appel d'offres, veuillez :

- > Exposer les objectifs, contraintes et enjeux du projet
- > Lister les intervenants et décrire brièvement leur fonction
- > Proposer une organisation adéquate au développement du projet
- > Décomposer le projet en opérations et phases cohérentes
- > Identifier les ressources nécessaires
- > Identifier les risques
- > Analyser les risques et les éléments déterminants
- > Décider de mesures envisageables

**maximum 5 pages A4**

Prière de compléter les tableaux suivants

**3 Références de bâtiments pénitentiaires et/ou de bâtiments d'importance (valeur comprise entre fr. 8 et 15 mio) avec structure béton / maçonnerie construits dans les 5 dernières années**

**Référence 1 MANDATAIRE / CLIENT**

**Nom et raison sociale du mandataire :**

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

Nom du responsable du projet :

**OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ETE EXECUTE**

**Nom de l'objet ou du projet :**

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

Site web de consultation de l'objet ou du projet :

**MARCHÉ EXECUTE**

**Type de marché exécuté :**

Montant du marché exécuté (hors TVA) : CHF

Date de début de l'exécution du marché :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue :

Marché exécuté en consortium d'entreprises ou association de bureaux

oui ☐ non ☐

Marché exécuté en équipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires ou entreprise générale

oui ☐ non ☐

Maître de l'Ouvrage (MO) du marché exécuté :

Personne de contact du MO :

**Référence 2 MANDATAIRE / CLIENT**

**Nom et raison sociale du mandataire :**

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

Nom du responsable du projet :

**OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ETE EXECUTE**

**Nom de l'objet ou du projet :**

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

Site web de consultation de l'objet ou du projet :

**MARCHÉ EXECUTE**

**Type de marché exécuté :**

Montant du marché exécuté (hors TVA) : CHF

Date de début de l'exécution du marché :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue :

Marché exécuté en consortium d'entreprises ou association de bureaux

oui ☐ non ☐

Marché exécuté en équipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires ou entreprise générale

oui ☐ non ☐

Maître de l'Ouvrage (MO) du marché exécuté :

Personne de contact du MO :

**Référence 3 MANDATAIRE / CLIENT**

**Nom et raison sociale du mandataire :**

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

Nom du responsable du projet :

**OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHE A ETE EXECUTE**

**Nom de l'objet ou du projet :**

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

Site web de consultation de l'objet ou du projet :

**MARCHE EXECUTE**

**Type de marché exécuté :**

Montant du marché exécuté (hors TVA) : CHF

Date de début de l'exécution du marché :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue :

Marché exécuté en consortium d'entreprises ou association de bureaux

oui ☐ non ☐

Marché exécuté en équipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires ou entreprise générale

oui ☐ non ☐

Maître de l'Ouvrage (MO) du marché exécuté :

Personne de contact du MO :